



## Sommaire

A la Une : Le Grand Débat National vu de l'intérieur	P2
Edito : "Aux larmes citoyens... un sang impur abreuve nos sillons..."	P3
Le Billet de la Gazette	P5
Dossier : Les dérives policières	P4-7
Le Zoom	P8-9
Clefs de Réflexion	P10
Quartier libre	P11
Pause café	P12



### WALL TWEET

Dites @franceinfo qui parlez en boucle d'une dizaine de blessés en Algérie (qu'on déplore évidemment) alors qu'il vous a fallu des semaines et le travail de @davduf pour parler des #GiletsJaunes blessés en manif, on vous voit !

#teamTartuffes #ActeXVI

- @DiscordDebout 1 Mars 2019

Je sais enfin, grâce à @EmmanuelMacron, que depuis une quinzaine de samedis, en marchant calmement avec mes amis #GiletsJaunes, je me suis faite #complicatedupire. C'est horrible! Je demanderai désormais son autorisation à notre Guide suprême avant de mettre le pied dehors...

- @EstherBenbassa 27 Feb 2019

# Le grand débat national vu de l'intérieur\*

Un de nos chroniqueurs s'est rendu pour vous au grand débat national tenu par sa ville afin de voir en direct comment cela se déroule.

Samedi matin 10h dans une petite salle de la ville, se tient la troisième réunion du grand débat national, avec le thème : la citoyenneté et la démocratie.

Une dizaine d'élus dont la députée du département étaient présents ainsi qu'une trentaine de citoyens. La réunion commence avec la prise de parole du maire qui explique ce qu'est le grand débat et comment cela va se dérouler. Première information importante : "Nous ne sommes pas là pour prendre des décisions mais pour vous écouter et remonter toutes les informations, tout sera filmé et envoyé à qui de droit".

Et que la députée est là en tant que spectatrice, elle ne dira rien.

## Dans le vif du sujet

Il est 10h30 et le débat commence. Les citoyens prennent la parole à tour de rôle, soit pour dire ce qui ne leur convient pas soit pour apporter des solutions. Par exemple, à la question soulevée : les gens ne s'intéressent plus à la politique ?

Certains proposent de mettre le vote obligatoire. Notre chroniqueur soulève à ce moment là, un problème bien plus profond : "Ce n'est pas que les gens s'en fichent mais ils ont perdu non seulement la confiance et la foi mais aussi à force de leur répéter qu'ils ne sont bons à rien et pas assez intelligents, il ne faut pas s'étonner qu'il regarde tout ça d'un regard lointain !" Notre chroniqueur prend également la parole pour parler de l'utilisation d'armes mutilantes (GLI F4 et LBD 40) dans un pays qui se veut de droits et bienveillant !

Du fait, également que quelques jours auparavant la proposition de loi faite par la France Insoumise pour l'adoption du RIC a été rejetée sans même être lue par la majorité (avec

un petit : n'est-ce pas Madame la députée..), alors comment parler de démocratie dans un soi-disant débat qui ressemble plus à une discussion unilatérale entre citoyen quand le peuple n'a aucun mot à dire !

Car oui c'est bien de prendre des notes mais un moment va peut-être falloir agir avec du concret, et si les sujets sont déjà clos de base il ne peut y avoir de discussion...

Les échanges entre citoyens dureront deux heures, sans que les élus ne prennent part à ceux-ci car ils n'y sont pas autorisés (ce que releva l'un d'entre eux, une fois interpellé par notre chroniqueur).

Chacun a comme on dit pu vider son sac, chouette.. mais rien de très constructif au final..

Il y a donc un réel regret et une immense frustration car pour qu'un débat ait lieu il faut échanger et si les élus ne peuvent pas échanger avec les citoyens il ne peut y avoir de débat.

De ce fait, il s'agit plus d'un cahier de doléances national version interactive qu'un grand débat.

## À la fin

À la fin de la réunion, notre chroniqueur s'est vu remercié de sa présence et a pu discuter avec les élus présents,

excepté la députée qui est partie aussi rapidement et discrètement que possible, ce qui est bien regrettable mais montre les intentions de la majorité.

Dans l'ensemble, hormis quelque désaccord les élus et le maire sont d'accord avec ce qui a été soulevé et regrette la tournure que prend notre nation. Comme le maire l'a soulevé malheureusement ils ne peuvent pas faire grand chose au niveau national : "Dans les assemblées que l'on organise dans notre ville, oui là je peux affirmer et rendre concret les demandes et les discussions des habitants car j'en ai le pouvoir mais pour ce débat on ne fait que transmettre simplement".

## En conclusion

Pour une ville de 20.000 habitants une trentaine se sont déplacés, les mêmes sujets étaient soulevés en boucle : des politiques qui sont dans leur monde d'élite, qui ne voit plus la réalité de la vie - des taxes encore et toujours pour les mêmes - des services publics en galère un peu plus chaque jour - une démocratie qui n'existe plus - des médias au service des élites... bref une république en marche, mais en marche de travers...



# Edito : "Aux larmes citoyens... un sang impur abreuve nos sillons..."



## Une professeure de philosophie

### Quel beau symbole !

Mais quel superbe prétexte que cette Marianne de La République pour « Une république en marche » qui va à l'encontre des droits des hommes, des femmes et des enfants : de la personne humaine !

La République, du latin « res publica », la chose commune, le Bien de tous, devient le champ d'une bataille acharnée des classes sociales. Macron ou l'orgie des ultra riches comme l'indique, en titre, le dernier livre des sociologues Pinson-Charlot, s'oppose aux classes pauvres et moyennes, c'est à dire aux Français modestes qui cherchent simplement à vivre en toute dignité et toute liberté.

Ce gouvernement qui se compose des plus riches, des millionnaires de ce pays, pratique le pillage du peuple, notamment par la suppression de l'ISF accompagnée de la mise en place de la Flax Taxe qui impose les capitaux à 12, 8% seulement alors que les premiers salariés imposables sont taxés à 14 %.

Bien sûr, nul n'est dupe ; cette mesure ne permettra ni relance économique, ni création d'emploi : seulement l'augmentation des capitaux des actionnaires et la préservation de leur patrimoine immobilier non imposé.

Les capitaux sont moins imposés que le travail. Ainsi on bafoue l'article 3 de La Déclaration des droits de l'homme, en préambule de notre constitution, qui veut que chacun doit contribuer au prorata de ses capacités contributives.

Ce gouvernement finit de casser le modèle social qu'il ne veut pas financer faisant croire (depuis déjà fort longtemps), gros mensonge, qu'il est trop largement responsable de la dette nationale alors que la fonction publique rapporte en matière de PIB et qu'elle coûte moins cher que le privé mais il ne faut pas l'avouer...

### Simple question d'idéologie !

Comme le peuple s'inquiète, s'offusque, grogne, ce gouvernement de brandir les symboles de la République : Marianne, le drapeau français, la marseillaise... Comme si cela suffisait pour demeurer dans un Etat de droit ! C'est précisément quand le pouvoir chancelle, quand il dérive trop qu'il se crispe et devient autoritaire, voire réactionnaire.

Les symboles et leur incantation lui permettent de se substituer à un réel engagement auprès des Français. Alors, à coup de lois fourre-tout, élaborées dans la précipitation et au plus vite votées, s'engage une autre bataille : celle de remettre de l'ordre dans ce qu'il tente de faire passer pour une vaste pagaille alors que les citoyens se contentent de dénoncer l'inacceptable. Sous couvert de sécurité, il s'attaque au droit de manifester s'il existe un soupçon de violence détectable par avance (?).

Sous couvert d'exemplarité, il s'en prend aussi au droit pour les enseignants de s'exprimer sur le système éducatif alors qu'ils en sont les premiers experts, sous peine d'être révoqués : article 1 de la loi de « L'école de la confiance », c'est à dire de la soumission.

Ce gouvernement bafoue sans ambiguïté ce droit naturel si durement conquis de la liberté d'expression dont la liberté d'opinion. L'école, au mépris des élèves, de leur famille, des enseignants et de leurs vrais besoins, va devenir le triste théâtre, au budget rogné, de cette idéologie destructrice d'une véritable éducation, et peut-être de sa propagande...

Ainsi, pour 155 millions d'euros gaspillés, une offense à la vétusté de la plupart des établissements scolaires, les symboles débarquent bientôt dans toutes les salles de classe dont beaucoup vont disparaître...

On dresse les futurs citoyens ! Ce gouvernement s'empare de l'école où tout commence et tout se joue.

En effet, très révélateur et très grave, dernièrement, M Castaner, le Ministre de l'intérieur, s'est même rendu dans des écoles afin d'expliquer à des élèves l'usage des LBD (flash ball) et les risques de cette arme durant les manifestations.

Il en a profité également pour dénigrer les gilets jaunes. Hallucinant ! Est-ce au programme ?

L'article 1 de la loi Blanquer ne semble pas s'appliquer aux ministres. Quoiqu'on en dise, les professeurs, eux, n'auraient jamais outre-passé des règles éthiques simples comme ne pas effrayer les élèves ou surtout ne jamais leurs imposer une opinion politique personnelle mais veiller toujours à développer leur esprit critique.

Ce gouvernement se permet tout, même ce qui n'est pas permis !

# Didier Maïsto : Témoignage et coup de gueule d'un directeur de radio

Après l'acte 13 des gilets jaunes, Didier Maïsto, directeur de Sud Radio exprime son indignation après avoir assisté aux manifestations des gilets jaunes. Interviewé par RT France.

## À propos des LBD et GLI-F4

« Je suis triste de voir des gens qui se battent, des citoyens français, jeunes et moins jeunes mutilés à vie, des français qui tirent sur des français, je n'ai jamais vu cela de mon vivant.

Je suis choqué de voir qu'en 2019 on peut se faire éborgner parce qu'on est dans la rue et qu'en France manifester est un droit constitutionnel.

Le LBD est une arme de guerre que l'on met dans les mains de gens irresponsables qui ne sont pas entraînés, qui ne sont pas formés au maintien de l'ordre. »



## Les casseurs

« Les gens de la BAC, c'est un peu des cowboys, on aimerait qu'ils fassent preuve du même courage, de la même détermination dans les banlieues.

Là c'est très facile de s'attaquer à une foule, à des gens qui manifestent alors que dans les différentes manifestations, en toute impunité, comme

lors de l'acte 13, il y a 200 à 300 personnes vêtues de pied en cap en noir, les fameux casseurs habillés en noir qui se livrent aux dégradations du mobilier urbain et des magasins : « les idiots utiles de l'exécutif ».

Pourquoi les forces de l'ordre n'interviennent-ils pas dans ces cas-là ?

J'étais devant l'Assemblée Nationale quand le jeune homme a perdu sa main. Rapidement on s'est engagé sur le boulevard St Germain où les premières exactions ont eu lieu.

Des gens ont tenté de s'interposer, des gilets jaunes, de simples citoyens qui leur ont dit qu'il ne fallait pas. Ces casseurs sont des gens athlétiques, très formés à la guérilla urbaine. Ils n'étaient pas contents que je les filme.

Souvent on entend « les gilets jaunes n'ont qu'à faire le ménage dans leurs rangs » ; facile à dire, venez vous faire charger par des types armés jusqu'aux dents avec des barres de fer qui veulent vous arracher la tête !

On les voit, j'ai fait tout le parcours, j'ai vu des banques cassées au fur et à mesure, des morceaux de macadam arrachés et jetés n'importe où, n'importe comment.

On a continué au champ de Mars, à la Tour Eiffel, des grands verres sécurit, avec un petit marteau d'urgence, c'était du strike, après c'est parti dans

le chaos le plus total.

La circulation n'était pas fermée, des gamins au milieu, du gazage, le grand n'importe quoi.

Et on arrête une personne qu'on a laissé faire pendant 4 heures ! »

## Volonté de laissez faire pour discréditer

« Pourquoi les policiers infiltrés n'interviennent ils pas ? Quand ils veulent intervenir, ils interviennent, ils sont assez formés. Je crois qu'il y a une volonté politique de pourrir le mouvement, de l'amener vers la violence.

Quand on veut discréditer un mouvement, on utilise l'antisémitisme (tags), le racisme, la violence...

Quand on voit le gouvernement rassembler l'histoire de Bagelstein, la petite mesure de Mr Ferrand (rien ne prouve que ce sont des GJ, des personnes isolées sans doute) et l'attaque de l'Assemblée Nationale, le tout en 24h dit il (ce n'est pas en 24h, au moins en 4 jours), et rien ne permet de relier les faits) .

D'ailleurs le Procureur pour l'histoire de la maison de Mr Ferrand n'a pas de preuve et incite à la plus grande prudence. Quant au gérant de Bagelstein, il a dit que c'était la veille.

On voit que ces tags sont assez élaborés, écrits en jaune, en allemand.

Quand on voit le porte parole du gouvernement faire un tweet dans la foulée, sans aucune compassion pour les victimes, des gens pacifiques qui manifestent, c'est indigne.



Depuis le début, le gouvernement a tendance à diaboliser le mouvement des gilets jaunes. Ça peut marcher, Emmanuel Macron reprend des points.

Sud Radio est un média indépendant. C'est drôle de dire cela aujourd'hui car les médias mainstream sont là pour recracher la soupe du gouvernement sans aucun recul, sans aucun esprit critique.

C'est pour ça que j'ai décidé d'aller sur le terrain, à la radio on recevait des gilets jaunes régulièrement, et la relation qu'en était faite par les médias ne me convenait pas, c'est pas ce que j'entends.

Ce que je vois sur le terrain, c'est ce que les gens relatent dans tous les défilés et pas du tout ce qui est relaté officiellement. »

### Que fait la justice ?

« À propos de Christophe Dettinger, quand la justice est exemplaire, c'est le plus mauvais service qu'on peut rendre à la justice.

Il faut condamner la violence d'où qu'elle vienne (on fait sa petite phrase d'excuse) mais Mr Benalla a fait la même chose, déguisé en policier, il a frappé deux manifestants. Il est proche du président de la République.

Nous avons une justice à deux vitesses, les parquets ne sont pas indépendants, la justice française n'est pas indépendante, elle est complètement liée à l'exécutif.

On fait des arrestations préventives,



on relève les plaques d'immatriculation...

La belle démocratie française, le beau modèle social français, la belle république qu'on nous a tant vantée, je ne sais pas beaucoup ce qu'il en reste.

Que Mr Dettinger soit condamné, ça peut se comprendre, on ne tape pas sur les forces de l'ordre, mais qu'on en fasse un exemple, il faudrait que ce soit partagé ; ce qu'a fait Mr Benalla est infiniment plus grave : il y a usurpation d'identité. »

### Et les policiers en civil ?

« C'est étrange, quand il y a des policiers de la bac qui sont dans les manifestations, on a du mal à les re-

connaître parce qu'ils sont pratiquement habillés en black blocs, ils ont le même uniforme, ils sont tout en noir, assez athlétiques.

Ils ne veulent pas être reconnus, c'est le principe de l'infiltration, mais le principe d'une police républicaine, c'est d'être reconnu ! Un avocat a une robe, un juge a une robe, un facteur a un uniforme.

Il y a des gens qui aiment bien les uniformes, Mr Benalla n'a pas pu se retenir, il a mis un uniforme ! »

### En conclusion

« Blague à part, il y a deux poids deux mesures : cette histoire n'est pas tellement drôle.

Je pense à toutes les victimes, quand je vois ces jeunes gens énucléés, massacrés, mutilés, penser qu'il y a des français qui tirent sur des français, j'ai mon cœur qui saigne.

J'adore mon pays, quand je vois ce qu'on fait à notre population, je ne veux pas appeler les gens à la violence car la violence ne règlera rien, je la condamne, mais je la comprends. »



## Le Billet de la Gazette

### Problème de com ?!

Nous l'avions pourtant tous entendu : "Fin 2017, il n'y aura plus de sans abri dans les rues de France..." Et quelle surprise, afin de faire un bon gros coup de communication, M. Macron, la semaine dernière a participé à une maraude avec le samu social ! Mais comment se fait-il qu'il y a encore des maraudes ? Nous aurait-on menti ? Y a-t-il encore des sans abris dans nos rues ?! Un beau loupé de communication tout de même, ou comment montrer que les paroles ne sont que de la poudre de perlinpinpin !

## TEMOIGNAGE DE FIORINA, blessée par une grenade

Fiorina, c'est cette jeune femme de 20 ans dont la photo a parcouru les réseaux sociaux et choqué bon nombre de français mais aussi de pays étrangers.

Elle était venue d'Amiens le samedi 8 décembre pour manifester à Paris lors de l'acte 4 des Gilets jaunes mais elle y a laissé son œil. La chaîne RT France l'a interrogé sur cette terrible journée.

« On était tout en haut sur l'avenue des Champs Elysées. Sur le coup de 14 heures, des casseurs ont commencé à vandaliser un commerce en face de nous, de l'autre côté de l'avenue [des Champs-Elysées], ont commencé à mettre le feu, etc.

Donc les policiers ont commencé à charger pour laisser passer les pom-

piers justement et là, c'est le dernier souvenir que j'ai parce que je m'effondre totalement. », explique-t-elle.

« Apparemment, je me suis pris une grenade dans la tête. »



« J'ai encore beaucoup de douleurs au niveau de l'œil, d'ailleurs on va faire une prochaine opération pour

me retirer l'œil car on ne peut pas le laisser comme ça. »

« Quand on reprend la scène, les casseurs sont à droite, moi je suis à gauche, faut m'expliquer pourquoi les policiers ont tiré par là.

Faut arrêter de blesser son peuple, c'est aberrant de voir ça, on est en France, une des plus vieilles démocraties de notre monde, on a l'habitude de voir ça dans des pays qu'on se permet de juger, là ça se passe en France, c'est juste pas possible.

J'ai du mal à 20 ans à reconnaître mon pays, c'est pas ce qu'on m'a appris, c'est pas les valeurs qu'on m'a enseignées à l'école, c'est pas comme ça. »

## POINT DE VUE D'UN POLICIER SUR LA DÉRIVE RÉPRESSIVE DES FORCES DE L'ODRE

Alexandre LANGLOIS, secrétaire général du syndicat VIGI Police, 17 janvier 2019 sur RTFrance : " On voudrait redevenir des gardiens de la paix plutôt que des forces répressives".

### Le manque de formation

« Avec plus de 1700 blessés, plus de 70 plaintes déposées, et des infirmités permanentes, le problème c'est que les plaintes ne remettent pas en cause la hiérarchie.

Il y a un gros problème de formation : les policiers tirent 5 balles tous les trois ans et beaucoup sont envoyés sur le terrain sans formation. Seuls les CRS sont formés au maintien de l'ordre.

### L'opacité de l'IGPN

L'IGPN enquête sur la police pour sanctionner les personnes sur le terrain et non la hiérarchie.

C'est un système opaque qui ne sa-



Alexandre Langlois

tisfait ni les policiers, ni les citoyens. Il est de plus contraire au code d'éthique de police européen que la France a signé en 2001 qui interdit à la police d'enquêter sur elle-même. Cet organisme de contrôle ne satisfait personne sauf notre gouvernement et notre hiérarchie et qui est contraire au droit européen.

Un système donc verrouillé difficile à remettre en cause en interne.

Une gestion du maintien de l'ordre différente de nos voisins européens

La gestion du maintien de l'ordre en France est différente de celle qui prévaut en Allemagne ou en Europe du nord à savoir une gestion individualisée. Là bas, quand on repère un

criminel dans une foule, on s'occupe de lui en particulier.

En France, on procède à une gestion de la foule complète ce qui implique qu'on peut avoir des dommages collatéraux avec des gens qui n'ont rien fait. Ça devient une injustice, qui conduit à une escalade de la violence.

La position du syndicat VIGI sur cette gestion

Nous demandons une révision de la doctrine d'emploi de la gestion du maintien de l'ordre pour se diriger vers une désescalade de la violence avec des interventions ciblées.

Car le Ministère est dans une logique où il veut montrer ses muscles face aux manifestants. Le problème c'est nous qui prenons les coups et c'est inadmissible dans une République.

Nous sommes entre le marteau et l'enclume.

Le syndicat VIGI est solidaire des gilets jaunes, d'ailleurs quand nous ne sommes pas en service, nous revêtons notre gilet pour aller manifester. Nos revendications sont communes : sur le pouvoir d'achat car nous avons nous aussi des difficultés pour boucler nos fins de mois.

### Le sentiment d'être instrumentalisé

Nous arrivons à une perte de sens du métier. Entre le 1er et le 14 janvier, cinq de nos collègues se sont suicidés, même si nous n'avons pas de preuve du lien de cause à effet.

Le Ministre n'a pas de réponse face à une désespérance, face au sens de nos missions.

On voudrait redevenir des gardiens de la paix plutôt que des forces répressives au service du pouvoir.

Nous nous sentons instrumentalisés et détournés de nos missions. Nos collègues CRS nous disent : 'Nous sommes là pour que le maintien de l'ordre se passe bien pour les manifestants.' A l'heure actuelle, on nous demande de tirer dessus la plupart du temps.

### La hiérarchie remise en cause

Et ce qu'il faut savoir c'est que l'on demande à nos collègues sur le terrain de faire confiance à la salle de commandement. Parfois des gilets jaunes nous disent « Oui mais parfois vous n'avez qu'à refuser les ordres illégaux »

Encore faut-il que nous ayons toutes les données pour savoir.

Par exemple : sur la place de l'Etoile début décembre, toutes les avenues étaient bloquées par des cortèges de CRS et des compagnies d'intervention. Quand les gilets jaunes allaient les voir, ils leur disaient qu'il y avait forcément une rue pour sortir, et mathématiquement ils pensaient cela car ça permettait aux gens de s'échapper et d'avoir moins de monde sur la place.

Les seuls qui savaient que la place était nassée c'était la salle de commandement.

Donc quand nos collègues bloquent une rue, ils ne pensent pas commettre un acte illégal et empêcher tout le monde de sortir. Et c'est là que les gens ne comprennent pas.

C'est pour cela que l'on insiste lorsqu'ils portent plainte de ne pas oublier notre hiérarchie qui donne ces ordres aberrants qui nous mettent nous en danger et également les gilets jaunes en danger. »

### Pour Conclure

Le témoignage d'Alexandre Langlois remet en cause la hiérarchie et laisse apparaître une doctrine du maintien de l'ordre voulue par le gouvernement qui vise à conflictualiser les tensions entre forces de l'ordre et gilets jaunes samedi après samedi.

Quel est le sens de cette doctrine : épuiser les gilets jaunes pour les dissuader de manifester ? Il prend le risque de se mettre à dos les forces de l'ordre qui se disent épuisées et exploitées. Contrairement à ce qu'affirme Christophe Castaner lors de l'acte 15, les gilets jaunes ne veulent pas avoir les forces de l'ordre à l'usure, ils veulent être entendus.

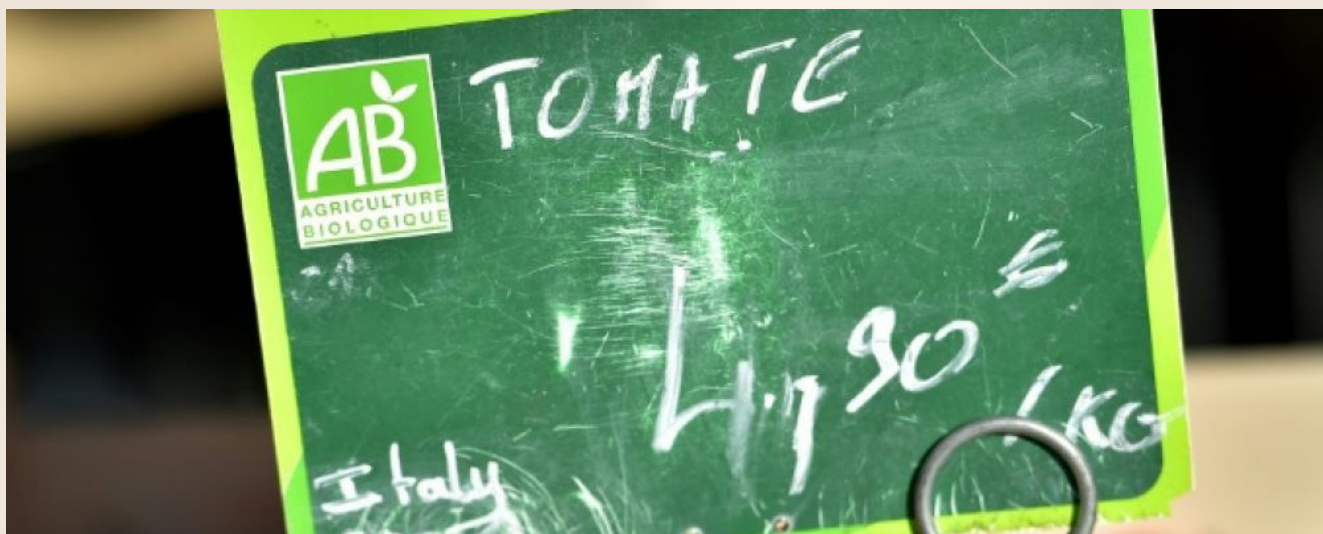
Il y a urgence à apporter une réponse politique pour ne pas en arriver à créer une situation dangereuse. Mais on est en droit de se demander si finalement ce ne serait pas le but recherché ?

On voudrait redevenir des gardiens de la paix plutôt que des forces répressives au service du pouvoir.

Source France 24



## LE ZOOM

**Le bio en difficulté**

Les agriculteurs bio attendent parfois depuis trois ans les aides promises à la conversion.

Alors qu'Emmanuel Macron est attendu au Salon de l'agriculture ce samedi 23 février, ils nous annoncent qu'ils attaquent l'État devant le tribunal administratif. Une première.

**Trois mois après...**

Trois mois après le début du mouvement, les prix à ma pompe ne diminuent pas.

François de Rugy avait fait savoir sur BFMTV le 5 décembre que l'exécutif allait abandonner l'idée de la suspension de six mois de la taxe le temps d'un moratoire, préférant renoncer totalement à faire augmenter artificiellement les prix à la pompe : «Comme ça il n'y a pas d'entourloupe. Le président, je l'ai eu au téléphone, il y a quelques minutes. Il m'a dit : "Les gens ont eu l'impression qu'il y avait une entourloupe, qu'on leur disait c'est une suspension mais, hop, ça reviendra après."»

Trois mois plus tard, pas d'entourloupe ?!

## LE ZOOM



### Salon de l'agriculture

Des comités de LREM ont-ils réuni des militants pour soutenir Macron ? Sur BFM TV, un jeune homme a affirmé que les comités locaux de LREM avaient « proposé » aux militants de venir accueillir Emmanuel Macron au salon de l'agriculture.

LREM nuance, expliquant avoir simplement constaté l'engouement spontané des militants.



### Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner invité de l'émission "Au tableau de C8"

Il revient longuement sur le mouvement des Gilets jaunes qu'il dénigre « on a créé une sorte de monstre qui est sorti de sa boîte » et explique l'usage des LBD. « Dans ce mouvement des gilets jaunes, il n'y a que des perdants, on est dans une société de haine. »

Oui il y a bien des perdants, ceux qui ont perdu un œil, une main, une côte, une mâchoire, un genou, le droit de manifester, pire, leur liberté (derrière les barreaux), et perdu leur famille, leur travail.

Bientôt la liberté d'expression et d'opinion !

Mr Castaner se permet ce qu'un enseignant ne se permettrait pas : violer la règle éthique d'instrumentaliser des enfants pour faire de la propagande !

# Pensée critique : en 2019, la justice est-elle toujours juste ?

Christophe Dettinger et sa charge contre les forces de l'ordre... Le Commandant divisionnaire Didier Andrieux et son goût affirmé pour les sacs de frappe humains... Le boulanger parisien et son refus de fournir sa dose de caféine à un policier... M'jid El Guerrab et sa tendance à convaincre un adversaire à coups de casque... Sans parler de François Fillon et de Nicolas Sarkozy, et des soupçons de forfaitures et de corruption qui pèsent sur eux, pour ne citer que quelques exemples récents.

## La justice a de quoi faire.

Et comme depuis un moment, la justice dit manquer de budget et être débordée, a-t-elle encore les moyens d'être juste en 2019 ? Traite-t-elle toutes les personnes justement, c'est-à-dire dans le respect de ce qui est conforme au droit ? A ce sujet, est-il nécessaire de rappeler que, en France, chacun est censé bénéficier des mêmes droits ? Dès que l'on interroge les faits, ces questions méritent à nouveau d'être posées.

Le 5 janvier 2018 Christophe Dettinger est filmé frappant des représentants des forces de l'ordre durant l'acte VIII des Gilets Jaunes. Le 13 février 2019, il est condamné pour "violences volontaires en réunion sur personnes dépositaires de l'autorité publique". Délai entre le fait et la condamnation : 32 jours.

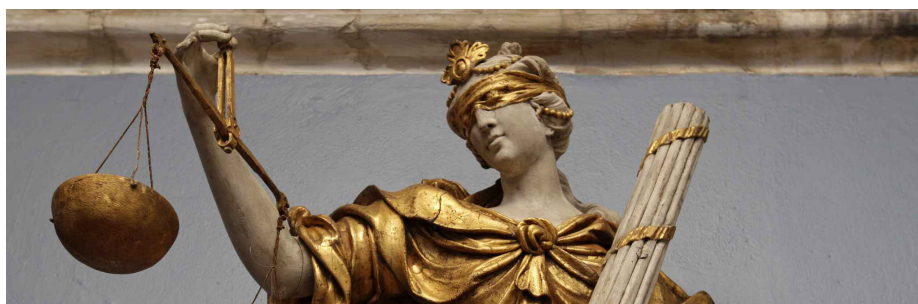
Le 2 février 2018, l'employé d'une boulangerie parisienne est filmé refusant de vendre un café à un policier durant l'acte XII des Gilets Jaunes.

Le 13 février 2019 (lui aussi le 13... Comme si Christophe Dettinger et lui avaient eu un prix de gros : allez ! le 13 février on solde les procès du petit peuple...) il est condamné pour "refus de vente et outrage sur personne dépositaire de l'ordre public".

Délai entre le fait et la condamnation : 11 jours.

## On pourrait en déduire que la justice est diligente.

Mais l'est-elle pour tout le monde ? Le 5 janvier 2018 à Toulon, le Com-



mandant divisionnaire Didier Andrieux est filmé à plusieurs reprises rouant de coups plusieurs personnes lors de l'acte VIII du mouvement des Gilets Jaunes. Des plaintes sont déposées à son encontre. Délai entre ce fait et aujourd'hui : 55 jours. Aucun jugement, aucune condamnation connue à ce jour.

Le 1er mai 2018, Alexandre Benalla est filmé molestant un manifestant. Deux plaintes ont été déposées. Délai entre ce fait et aujourd'hui : 225 jours. Aucun jugement, aucune condamnation connue à ce jour. Il a en revanche été mis en détention provisoire du 19 au 27 février 2019 pour "violation du contrôle judiciaire", mais c'est une autre affaire...

Le 30 août 2017, M'jid El Guerrab martèle à coups de casque un cadre du Parti Socialiste. Une plainte

a été déposée. Délai entre ce fait et aujourd'hui : 790 jours. Aucun jugement, aucune condamnation connue à ce jour.

François Fillon, Nicolas Sarkozy, les soupçons de forfaitures et de corruptions. Délai entre les faits et aujourd'hui : on ne compte plus les jours... Aucun jugement, aucune

condamnation connue à ce jour.

Les droits de chacun ne semblent donc inégaux en terme de délai de traitement du moins.

On pourrait avancer que la gravité des faits le justifie, mais dans quel sens ? Est-ce que plus c'est grave plus c'est lent ? Auquel cas les faits reprochés à Christophe Dettinger et au boulanger parisiens ne sont pas graves.

Pourtant leur condamnation pourraient laisser penser le contraire : 1 an de prison ferme pour l'un, 70 heures de travail d'intérêt général pour l'autre...

Et qu'est-ce qui est le plus grave ? Molester un être humain ou le symbole qu'il représente ?

Que Christophe Dettinger soit condamné et que Didier Andrieux ne le soit pas tend à démontrer que molester un symbole armuré et armé est plus grave que de molester un simple être humain sans défense particulière. Est-ce cela être juste ?

*ENSEMBLE*

***J**e suis là dans le silence de ton air de repos,  
L'inscription sur la stèle parle davantage....*

*Mort pour son pays !*

*Sans jamais lui avoir tourné le dos  
Fidèle patriote, d'honneur et courage...*

*Gloire !*

*J'entends l'écho de ta voix du plus supérieur,  
Elle chante à l'appel d'une troisième unité...*

*Marseillaise !*

*Ce champ qui n'a de cesse d'être le meilleur,  
Pour nous expliquer le prix de la liberté...*

*Partisan !*

*Quand des amis sortent de l'ombre  
Ensembles, reprenons notre espace ...*

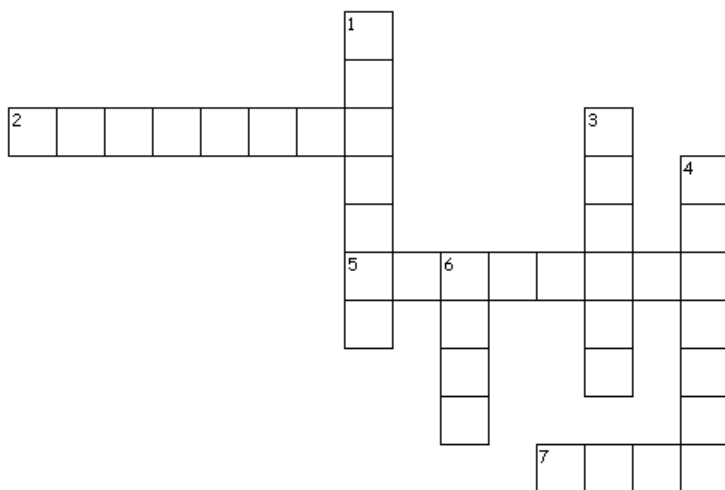
*Citoyens !*



*Marianne,*



# PAUSE CAFÉ



## Horizontal

2. Un Alexandre dissident parmi les rangs de la police
5. Le développer pour son esprit est utile. Peut aussi être une revue d'un film ou d'un album.
7. Souvent opposé au thé, se boit dans cette pause

## Vertical

1. Elle est l'un des trois pouvoirs de la République
3. De hockey, de baseball ou de vélo, il est utile pour se protéger des tirs de LBD
4. Peut être un fruit, ou une arme.
6. Acronyme. Police des Polices

Une envie de coloriage ?  
N'hésitez pas à imprimer la gazette et à utiliser vos plus beaux

## Pour nous écrire

Cette section est là votre ! Vous souhaitez partager un poème, un texte ou un chant, lancer un appel, une lettre d'amour ou exprimer à voix haute votre pensée ? N'attendez plus !

Contactez nous sur la page Facebook de la Gazette (@GazetteLe-MoutonLibere), ou via l'adresse mail suivante : [presse@aurismedia.fr](mailto:presse@aurismedia.fr) !

